
PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de SAINT-DIZIER, représentée aux fins du présent protocole par son Maire en exercice, Monsieur Quentin BRIERE, domicilié en cette qualité à l'Hôtel de Ville sis 1, place Aristide Briand, 52100 SAINT-DIZIER, et dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal n° - en date du 19 juillet 2022 (*Annexe n°1*),

Ci-après dénommée « **la Commune** », DE PREMIERE PART,

Mme Charlotte LURAT, architecte DPLG, urbaniste, immatriculée au SIREN sous le n° 808748776, exerçant sous l'enseigne LE PRÉTEXTE URBAIN, domicilié au Val à 52410 Chamouilley,

Ci-après dénommée « **Mme LURAT** », DE DEUXIEME PART

Ensemble dénommées dans les présentes « **les Parties** »,

PREALABLEMENT, IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

La commune de Saint-Dizier a décidé d'engager un projet tendant la réhabilitation d'une maison éclusière acquise auprès de VNF par la ville et à sa transformation en espace de restauration contribuant au développement de l'offre touristique.

Ce projet est partie intégrante d'un projet plus vaste tendant à la rénovation et la valorisation des abords du canal entre Champagne et Bourgogne.

Ce projet a fait l'objet d'un marché de maîtrise d'œuvre attribué au Cabinet LAVALLARD A&D et à Mme Charlotte LURAT.

Le 23 novembre 2020, la Commune a adressé un bon de commande pour un montant de 8 250 € HT (soit 9 900 TTC) (*Annexe n°3*).

Le 29 mars 2022, la Commune a adressé un bon de commande pour un montant de 7 750 € HT (soit 9 300 TTC) (*Annexe n°4*).

Le 30 juin 2022, Mme LURAT a adressé sa facture à la Commune rappelant le montant d'honoraires cumulés de 16 000 € HT et indiquant un solde dû de 1 560 € HT (*Annexe n°5*).

Le comptable public a fait savoir qu'il s'opposait au paiement, faute de titre adéquat.

Mme Charlotte LURAT a alors saisi la commune d'une demande tendant au paiement de la somme de 9 840 € TTC (*Annexe n°7*).

Des pourparlers ont démarré entre la Commune et les intervenants au marché portant sur un règlement amiable du différend les opposant.

C'est dans ces conditions que les parties se sont rapprochées et sont convenues de ce qui suit.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT:

Article 1^{er} - OBJET DE LA TRANSACTION :

Le présent protocole a pour objet, au terme de concessions réciproques entre les Parties, de mettre définitivement fin au litige opposant la Commune et Mme LURAT relativement au paiement du solde de ses prestations dans le cadre du projet de la Maison Eclésiastique à Saint-Dizier pour un montant restant dû de 9 840 € TTC.

Article 2 - CONCESSIONS RECIPROQUES :

Au titre des concessions réciproques, Mme LURAT :

- renonce à toute action contentieuse administrative ou judiciaire tendant à remettre en cause tant le montant que le principe de l'indemnité versée au titre présent protocole,
- renonce irrévocablement à toute action contentieuse administrative ou judiciaire tendant au règlement d'indemnités complémentaires,
- renonce irrévocablement à toute communication vis-à-vis des tiers sur le différend avec la commune de Saint-Dizier et son règlement amiable par voie transactionnelle ;

Au titre des concessions réciproques, la Commune :

- accepte de verser à Mme LURAT une somme de 9 840 € TTC à titre d'indemnité transactionnelle et pour solde de tous comptes selon les modalités prévues à l'article 3 des présentes ;

- prendra en charge les honoraires des présentes ;
- renonce à toute action contentieuse administrative ou judiciaire tendant à remettre en cause tant le montant que le principe de l'indemnité versée à Mme LURAT au titre du présent protocole transactionnel.

Article 3 - MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE :

Le règlement de l'indemnité transactionnelle supra de 9 840 € TTC interviendra dans un délai maximal d'un (1) mois à compter de la signature du présent protocole.

Le règlement de l'indemnité transactionnelle se fera par virement bancaire sur le compte de Mme LURAT (*Annexe n°6*).

Dès encaissement, Mme LURAT en donnera bonne et valable quittance à la Commune.

Article 4 - VALEUR TRANSACTIONNELLE :

Le présent protocole vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil.

Il règle définitivement le différend existant entre la Commune et Mme LURAT et fait obstacle, conformément à l'article 2052 du code civil, à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

Par conséquent, sous réserve de l'exécution intégrale du présent protocole par les Parties concernées, et celui-ci réglant définitivement le litige ci-dessus, les Parties renoncent irrévocablement à tous droits, actions ou prétentions de quelque nature que ce soit dès lors que la commune aura versé à Mme LURAT l'indemnité transactionnelle prévue aux présentes.

Article 5 - REGLEMENT DES LITIGES :

Tout différend découlant du présent protocole devra d'abord faire l'objet d'une négociation à l'amiable entre les Parties.

À défaut de solution amiable entre les Parties dans un délai de quinze (15) jours, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Article 6 - ANNEXES :

Sont annexées comme partie intégrante du présent protocole d'accord, les pièces suivantes :

- 1 – Délibération du Conseil Municipal n° [à remplir] en date du 19 juillet 2022 autorisant le Maire à signer le présent protocole transactionnel
- 2 – Extrait répertoire SIREN
- 3 – Bon de commande du 23 novembre 2020
- 4 – Bon de commande du 29 mars 2022
- 5 – Facture du 30 juin 2022
- 6 – RIB de Mme LURAT
- 7 – Lettre RAR de réclamation

Fait à SAINT-DIZIER le XX juillet 2022, en trois exemplaires

Pour Mme Charlotte LURAT

Pour la COMMUNE DE SAINT-DIZIER,

Le Maire, Quentin BRIERE